

Les États-Unis corrigent une erreur historique



Par Guillermo Alvarado

Le président étasunien Barack Obama a rédigé un rapport qui se prononce pour le retrait de notre pays de la liste des États promoteurs du terrorisme et il a fait savoir au Congrès qu'il aura un délai de 45 jours pour se prononcer à ce sujet.

Il faut signaler qu'il ne s'agit pas d'une concession généreuse faite par la Maison Blanche à la Havane, parce que comme l'a dit Josefina Vidal, Directrice Générale des États-Unis au ministère cubain des Affaires étrangères, «notre pays n'aurait jamais dû figurer dans cette liste».

La fonctionnaire a rappelé que Cuba a été victime de centaines d'actes terroristes qui ont coûté la vie à 3478 citoyens et qui ont fait 2099 handicapés à vie.

C'est précisément pour avoir lutté contre ce type d'actions, organisées depuis le territoire étasunien, avec l'approbation, la complicité ou la participation active d'organismes gouvernementaux, que les cinq antiterroristes cubains René González, Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino et Fernando González ont été injustement condamnés à Miami au terme d'un procès qui a cumulé les irrégularités.

Paradoxalement, tandis qu'ils étaient emprisonnés, des terroristes comme Luis Posada Carriles et d'autres vivaient en totale liberté.

Il convient de rappeler que René et Fernando ont complètement purgé leurs peines et leurs autres camarades ont été libérés le 17 décembre 2014, une date historique, ce qui a été la correction d'une cruelle injustice.

Aux États-Unis l'annonce de Barack Obama a suscité des réactions des secteurs politiques les plus réactionnaires, les ennemis de la paix et de la bonne entente entre les peuples, y compris des peuples qui ont des divergences concernant la conception du monde, mais qui peuvent discuter de façon civilisée de leurs problèmes.

Parmi ces personnes figure le candidat aux primaires républicaines Marco Rubio, qui ressent une haine implacable à l'égard de notre pays, la patrie de ses parents, et pour tout ce qui est lié à la justice sociale et à la démocratie.

La louve féroce, Ileana Ros-Lehtinen, Mario Díaz Balart et le sénateur corrompu Bob Menéndez, sont d'autres exemples à mentionner. Ils considèrent que le rétablissement des relations entre notre pays et les États-Unis et leur éventuelle normalisation, représente la fin d'une affaire juteuse qui leur a rapporté des millions de dollars.

Cuba a salué avec sérénité cette nouvelle, qu'elle a qualifié de juste, mais elle n'oublie pas que le problème principal entre nos deux pays, est le blocus économique, commercial et financier imposé depuis plus d'un demi-siècle, une mesure qui persiste et qui inflige à notre peuple de graves difficultés.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/52786-les-etats-unis-corrigent-une-erreur-historique>



Radio Habana Cuba